



Front Syndical de Classe

Site : www.frontsyndical-classe.org - Courriel : frontsyndical.classe@laposte.net

« Rien ne fait plus de mal aux travailleurs que la collaboration de classes. Elle les désarme dans la défense de leurs intérêts et provoque la division. La lutte de classes, au contraire, est la base de l'unité, son motif le plus puissant. C'est pour la mener avec succès en rassemblant l'ensemble des travailleurs que fut fondée la CGT. Or la lutte de classes n'est pas une invention, c'est un fait. Il ne suffit pas de la nier pour qu'elle cesse : renoncer à la mener équivaut pour la classe ouvrière à se livrer pieds et poings liés à l'exploitation et à l'écrasement. » H. Krasucki

Retraites : ENSEMBLE, l'heure de la reconquête !

Il faut et il faudra consacrer plus de moyens financiers pour les retraites !

A cela, le pouvoir, mais aussi les réformateurs ou plutôt les contre-réformateurs, de Michel ROCARD à François CHÉRÈQUE en passant par Martine AUBRY répondent **en refusant de s'en prendre aux puissances financières** qui dominent la société et en ponctionnent l'essentiel des moyens.

Des réformes Balladur de 1993 aux lois Fillon de 2003, de la droite au pouvoir en passant par le PS et la gauche plurielle comme lors du conseil européen de Barcelone (2002) où Jospin et Chirac signaient ensemble la retraite à 67 ans dans l'UE, les attaques contre notre système de répartition n'ont pas cessé, au nom de la politique euro-formatée du capital.

D'où les mesures préconisées et déjà mises en œuvre : recul de l'âge légal de départ, augmentation du nombre d'années de cotisation à l'heure où les entreprises se débarrassent des "seniors" entre 50 et 58 ans, indexation des pensions sur les prix ... !

Conséquences :

Moins 20% !

Le passage de 37,5 à 41 années de cotisations et l'établissement du salaire de référence sur les 25 meilleures années à la place des 10 dernières, l'indexation sur les prix ont conduit à une baisse d'environ 20% du niveau des pensions.

Leurs objectifs :

Des retraités pauvres ou aux revenus insuffisamment garantis prêts à céder aux sirènes du marché financier, des jeunes perdants confiance dans le système afin d'ouvrir la voie aux fonds de pension et aux assurances privées.

Cassant ainsi l'idée même de la retraite comme salaire continué et socialisé !

Leurs moyens :

Diviser les travailleurs : public/privé, jeunes/anciens, régime général/ régimes spéciaux, femmes/hommes, etc.
Mener une propagande médiatique intensive pour convaincre l'opinion que seules leurs "solutions" sont réalistes et possibles.

Nos objectifs :

Contrecarrer résolument ces orientations néfastes soi-disant modernes qu'ils veulent encore aggraver et renouer avec les valeurs et les objectifs de la construction de la retraite depuis 1945 et le programme du Conseil national de la Résistance ! Les contre-réformateurs se sont attaqués à chacun des piliers du système en fragilisant l'ensemble pour le désarticuler et en faire douter, la jeunesse en particulier.

Pour maintenir un taux de remplacement correct et donc des pensions correctes, permettant de vivre décemment, il faut tenir compte de l'équilibre entre tous les paramètres : âge légal de départ, années de référence, durée de cotisation, indexation. C'est pourquoi nous maintenons les exigences revendicatives suivantes :

- **37,5 années de cotisation pour une retraite à taux plein pour TOUS,**
- **Le maintien à 60 ans comme âge butoir de départ, hors régimes spéciaux, les travaux pénibles et pour les femmes,**
- **Les dix meilleures années OU les 6 derniers mois pour le salaire de référence**
- **Un taux de remplacement autour de 80%,**
- **Indexer les retraites sur les salaires.**

La guerre des idées pour justifier les contre-réformes

L'argument démographique

Avec le "papy boom", avec l'allongement de l'espérance de vie, à terme il y aurait beaucoup trop de retraités "à la charge" d'actifs de moins en moins nombreux.

C'est un argument bidonné et fallacieux :

En **2000** il y avait **163** "inactifs" (retraités, chômeurs, femmes au foyer, enfants, etc.) pour **100** actifs occupés et il y aura en **2050** **173** "inactifs" pour **100** actifs.

Autant dire très peu d'évolution contrairement à ce que les chantres du choc démographique martèlent !

D'autant que les moyens financiers de faire face existent et existeront :

- les exonérations patronales c'est **32 milliards** par an
- la part des salaires volée au profit des actionnaires (et donc directement aux cotisations) depuis une vingtaine d'années c'est **200 milliards** d'euros par an
- en raison de la croissance de la productivité du travail le produit intérieur brut **double** tous les 40 ou 50 ans et permet donc aisément d'absorber une augmentation de la part consacrée aux dépenses sociales.

La baisse des salaires et le chômage sont au cœur du manque de recettes avec les insuffisances de cotisations des entreprises et des exonérations de tout ordre qui doivent disparaître.

Et la question majeure est bien celle de la volonté politique de consacrer plus de ressources aux droits et à la Sécurité sociale en réorientant les richesses produites !

L'argument des déficits

On le voit bien avec ce qui se passe actuellement en Grèce, les déficits publics vont être brandis pour justifier de nouveaux tours de vis à l'encontre des peuples.

Sans dire que ces déficits résultent en premier lieu de l'abandon par les Etats de la maîtrise de la monnaie et de l'interdiction faite par les traités européens d'emprunter auprès des banques nationales et centrales.

Obligant par conséquent les Etats à emprunter

auprès des banques privées, se plaçant de fait sous leur contrôle et à la merci de leurs menées spéculatives comme encore une fois on a pu le constater avec le comportement de la banque Goldman Sachs à l'égard de la Grèce !

La question de l'unité

C'est une nécessité pour gagner !

Mais une unité au sommet et de façade ne correspond pas à ce qu'il convient de faire !

On sait bien ce qu'il est advenu en 2003 avec la véritable trahison de la direction de la CFDT.

Or cette direction n'a pas changé d'orientation !

C'est ainsi que le 19 janvier dernier François CHÉRÈQUE a pu réaffirmer qu'à propos des retraites il fallait "débattre sans tabou" et "qu'il serait "intelligent" de rechercher un consensus sur la réforme des retraites car "la France n'a pas besoin d'un conflit d'un autre temps sur le sujet".

Il a par ailleurs salué "l'évolution du discours à gauche, notamment du Parti socialiste" y voyant "quelque chose d'intéressant" suite aux déclarations de Martine AUBRY acceptant l'idée d'un départ légal à 61-62 ans !

Les travailleurs n'ont pas besoin de cette unité entre états-majors qui permettrait au pouvoir de gagner du temps et au final de faire passer ses réformes. Ils ont à l'inverse besoin de l'unité réelle, celle d'en-bas, du terrain, à partir de revendications claires et offensives pour construire le rapport de force tous ensemble en même temps, seul capable de faire plier un pouvoir qui organise la casse de tous les acquis sociaux afin d'accroître les profits des grands patrons et des grands actionnaires !

TOUS ENSEMBLE le 23 Mars ... et après !

Pour adhérer au Front Syndical de Classe :

Adhésion individuelle : 30 euros par an (10 pour les bas revenus), adhésion d'organisations : 50 euros minimum, Carte de bienfaiteur à partir de 100 euros

Chèque (à l'ordre de "Front Syndical de Classe") à envoyer à : Jacky Omer, 40 Boulevard de la Liberté, 92320 Châtillon